



Observatoire
Emploi, insertion, cohésion sociale

Janvier 2020

Tableau de bord semestriel

emploi, insertion

Numéro 11

Données juin 2019

Sommaire

Emploi : Poursuite de la dynamique (p.3)

Chômage : Un taux en baisse (p.5)

RSA : Un fort ralentissement de la hausse (p.10)

Focus : Clauses sociales - bilan 2018 (p.12)

Définitions (p.14)



Source : Insee, estimation d'emploi. Données trimestrielles corrigées des variations saisonnières.

Chiffres clés Métropole de Lyon au 1^{er} semestre 2019

+ 15 250
emplois salariés privés
en un an

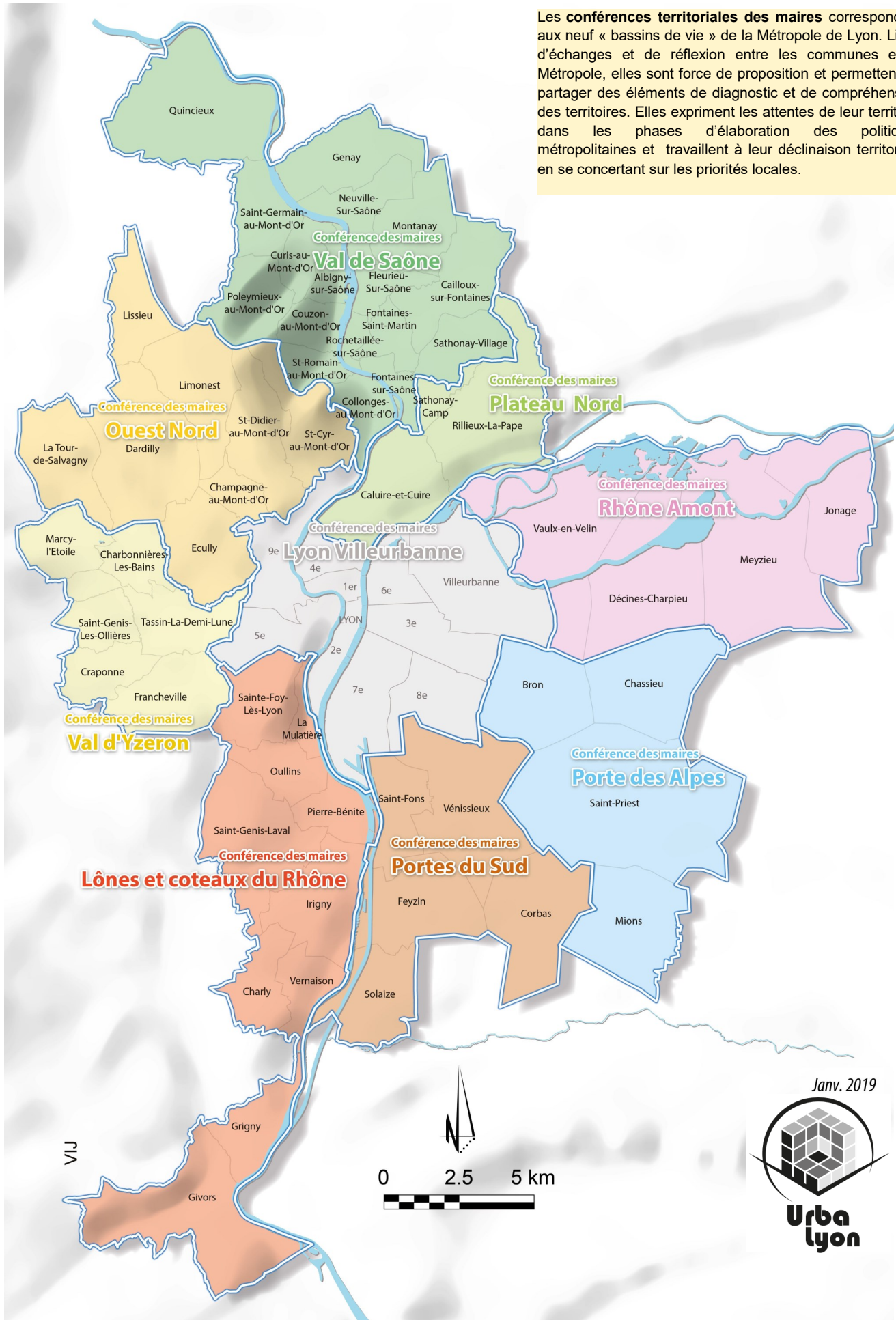
8,2%
taux de chômage
8,7% un an auparavant

+3%
demandeurs d'emploi
+0,8%
demandeurs sans activité
en un an

+0,3%
bénéficiaires du RSA
en un an

Les conférences territoriales des maires de la Métropole de Lyon

Les conférences territoriales des maires correspondent aux neuf « bassins de vie » de la Métropole de Lyon. Lieux d'échanges et de réflexion entre les communes et la Métropole, elles sont force de proposition et permettent de partager des éléments de diagnostic et de compréhension des territoires. Elles expriment les attentes de leur territoire dans les phases d'élaboration des politiques métropolitaines et travaillent à leur déclinaison territoriale en se concertant sur les priorités locales.

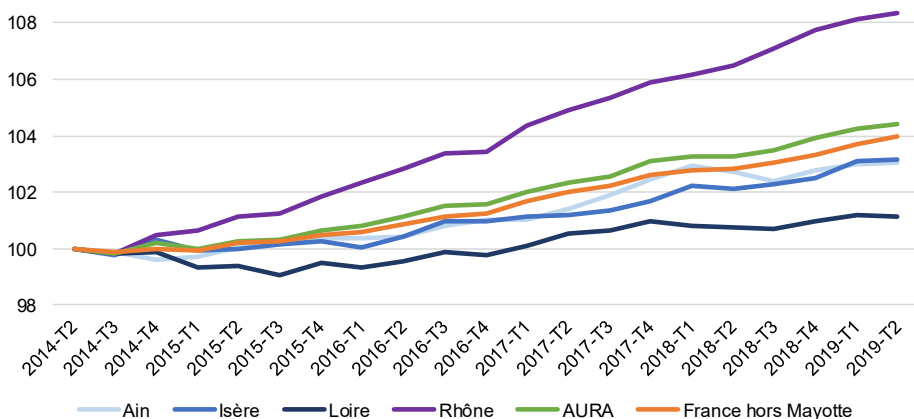


Au premier semestre 2019, la dynamique d'emploi perdue dans le Rhône*

La croissance de l'emploi se poursuit dans la circonscription du Rhône*. Même si elle tend à ralentir, elle représente néanmoins la plus forte croissance de la région. Les services et la construction sont les secteurs qui portent cette hausse.

- **904 853** emplois salariés dans le Rhône* au 2^e trimestre 2019.
- **+15 689** emplois en un an, soit **+1,8%** d'évolution.
- La France et la région moins dynamiques que le Rhône sur la dernière année : respectivement **+1,1%** et **+1,2%**.

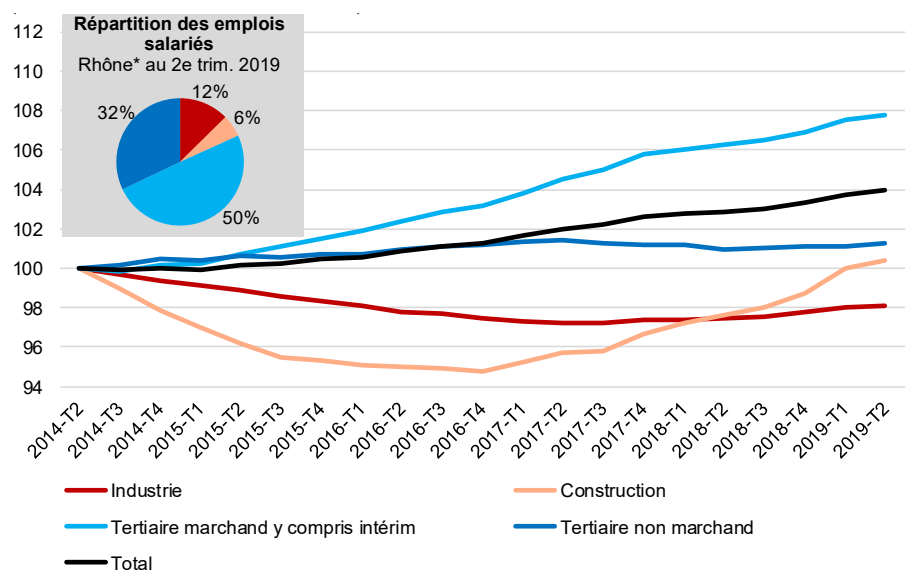
Évolution comparée de l'emploi salarié depuis 2014 (en indice base 100 au 2^e trimestre 2014)



Source : Insee, estimations d'emploi. Données trimestrielles corrigées des variations saisonnières.

- **Les services marchands (y compris l'intérim)** restent le secteur le plus créateur d'emplois avec un gain de **11 564 emplois** en un an, soit une **hausse de 2,4%**.
- Forte hausse des effectifs dans le secteur de la **construction**, avec **+3,1%** d'augmentation en un an, soit **1 439 emplois** supplémentaires. Ce secteur d'activité affiche une belle dynamique d'emplois depuis le 3^e trimestre 2017.
- **L'emploi industriel** confirme son regain avec une hausse de **1%**, soit **+1 102 emplois** en un an.

Évolution de l'emploi salarié par secteur dans le Rhône* depuis 2014 (en indice base 100 au 2^e trimestre 2014)



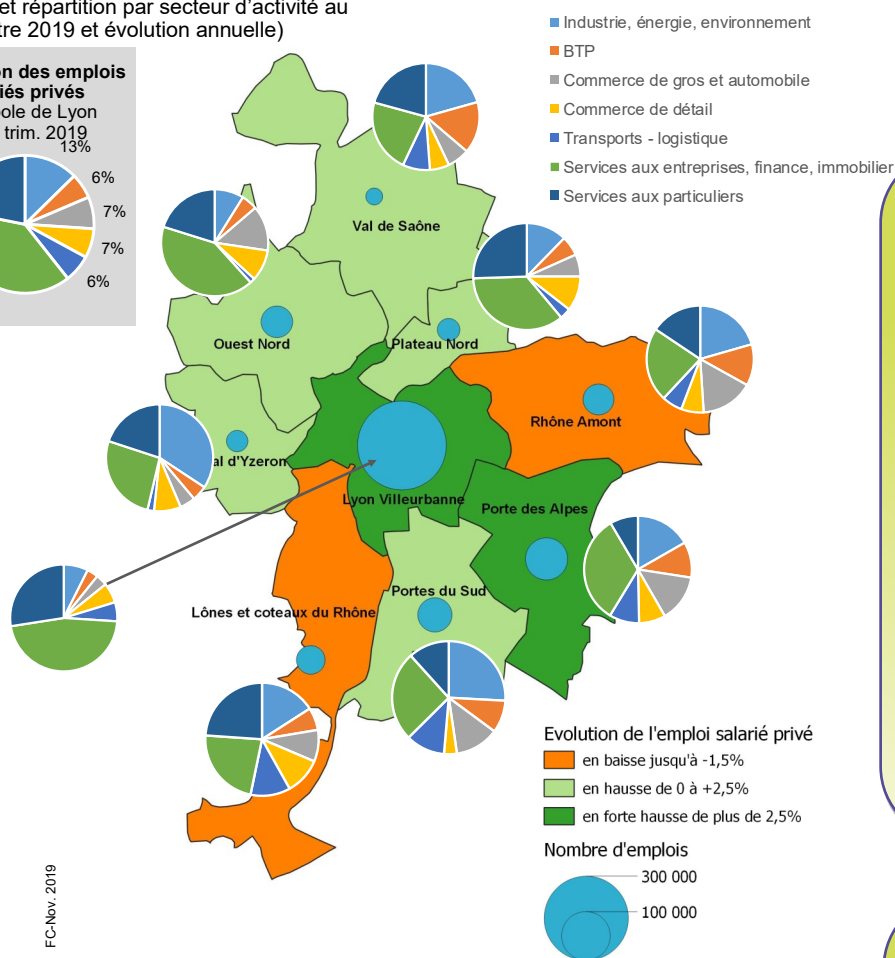
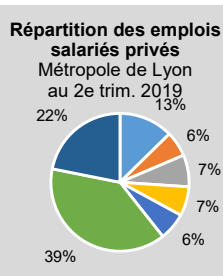
Source : Insee, estimations d'emploi. Données trimestrielles corrigées des variations saisonnières.

* Rappel : Circonscription du Rhône = Département du Rhône + Métropole de Lyon. Les données de l'emploi salarié de l'Insee sont diffusées uniquement à l'échelle des anciens départements et ne sont donc pas disponibles pour la Métropole de Lyon.

La croissance de l'emploi plus dynamique sur la diagonale nord-ouest / sud-est

Sur un an, Rhône Amont et Lômes et coteaux du Rhône perdent des emplois tandis que Porte des Alpes enregistre la plus forte hausse (+4,2% sur un an). Les services aux entreprises concentrent 60% des emplois supplémentaires de l'année.

Emplois salariés privés par conférence territoriale des maires
(nombre et répartition par secteur d'activité au 2^e trimestre 2019 et évolution annuelle)



- Plus de **600 000 emplois salariés privés** dans la Métropole de Lyon, avec une croissance de **+2,2%** en un an, soit **13 155 emplois salariés privés supplémentaires**.
- **Plus forte hausse** annuelle dans le secteur des **services aux entreprises, finance, immobilier** avec **+3,6%**.
- **Porte des Alpes**, secteur le plus dynamique avec **+4,2%**, soit **2 850 emplois supplémentaires**.
- **53% des emplois salariés privés** de la Métropole de Lyon localisés dans **Lyon Villeurbanne**.
- **Trois quarts** des emplois de **Lyon Villeurbanne** dans les **services aux entreprises et aux particuliers**.

Secteurs d'activité concernés par la plus forte et la plus faible évolution annuelle pour chaque Conférence territoriale des Maires entre juin 2018 et juin 2019

	La plus forte évolution		La plus faible évolution	
Ouest Nord	3 - BTP	+3,3%	6 - Transports - logistique	-3,0%
Porte des Alpes	7 - Services aux entreprises, finance, immobilier	+6,5%	8 - Services aux particuliers	+10%
Portes du Sud	4 - Commerce de gros et automobile	+3,3%	5 - Commerce de détail	-0,7%
Val de Saône	3 - BTP	+9,4%	2 - Industrie, énergie, environnement	-0,9%
Val d'Yzeron	8 - Services aux particuliers	+4,5%	6 - Transports - logistique	-7,2%
Rhône Amont	3 - BTP	+4,8%	6 - Transports - logistique	-3,8%
Plateau Nord	2 - Industrie, énergie, environnement	+6,8%	3 - BTP	-6,7%
Lyon Villeurbanne	7 - Services aux entreprises, finance, immobilier	+5,6%	4 - Commerce de gros et automobile	-14%
Lômes et coteaux du Rhône	4 - Commerce de gros et automobile	+4,0%	6 - Transports - logistique	-6,8%
Métropole de Lyon	7 - Services aux entreprises, finance, immobilier	+4,1%	6 - Transports - logistique	-0,3%

- **Plus forte évolution** enregistrée dans le **BTP (+9,4%)** dans le **Val de Saône**.
- Le **BTP** également secteur le plus dynamique dans **Rhône Amont** et **Ouest Nord** : respectivement **+ 4,8%** et **+ 3,3%** en un an.
- Plus fortes hausses dans les **services aux entreprises** dans **Porte des Alpes (+6,5%)** et **Lyon Villeurbanne (+5,6%)**.
- **4 CTM** concernés par de **forts reculs d'emplois** dans les **transports et la logistique** : **Rhône Amont, Val d'Yzeron, Lômes et coteaux du Rhône** et **Ouest Nord**.

Source : Acof Urssaf, données brutes

Une baisse du taux de chômage dans la Métropole pour le 3^e trimestre consécutif

La conjoncture économique favorable produit des effets sur le taux de chômage de la Métropole de Lyon qui n'a cessé de baisser depuis le 3^e trimestre 2018. Tous les territoires de comparaison enregistrent un recul au 1^e trim. 2019.

- Un taux de chômage de la Métropole de Lyon identique à celui de la France Métropolitaine.

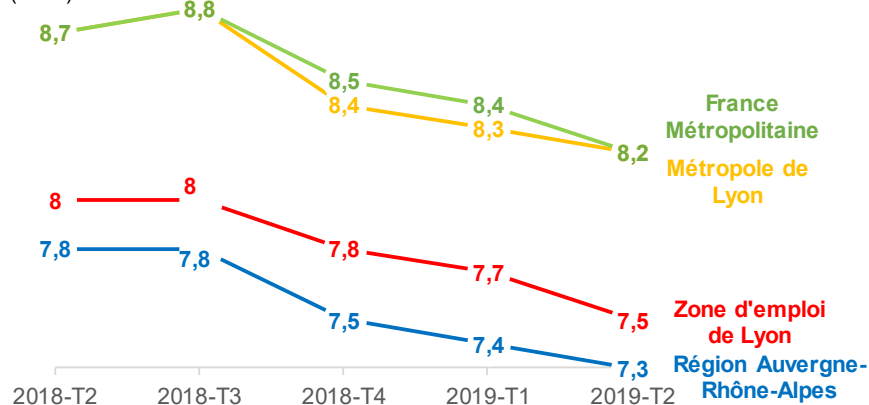
- Un taux de chômage de la Métropole de Lyon en baisse depuis le 3^e trimestre 2018.

- Une baisse de 0,5 point en un an dans la Métropole de Lyon, la région Auvergne-Rhône-Alpes, et la France.

- Un recul du taux de chômage dans la zone d'emploi de Lyon comparable à celui observé dans les zones d'emploi nationales de comparaison.

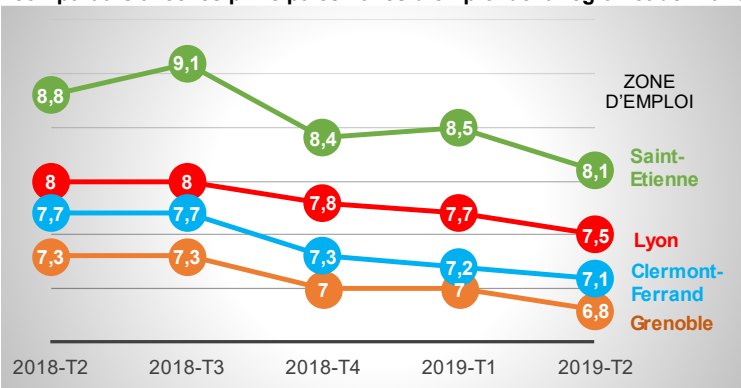
- Au niveau régional, une amélioration plus sensible dans la zone d'emploi de Saint-Etienne après la légère hausse du 1^{er} trimestre.

Taux de chômage localisés en moyenne trimestrielle (en %)

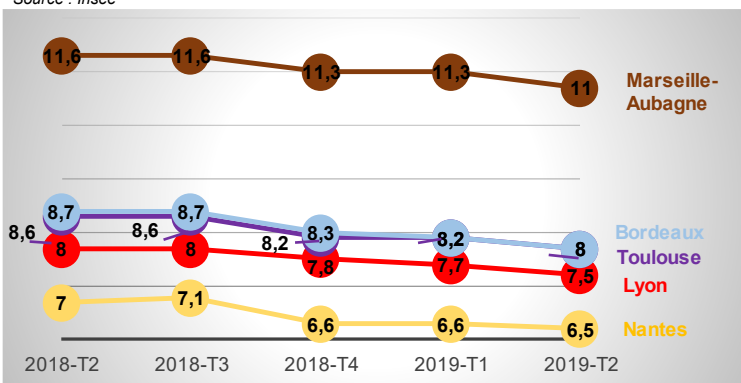


Source : Insee

Taux de chômage localisés par zone d'emploi, en moyenne trimestrielle : comparatifs avec les principales zones d'emploi de la région et de France



Source : Insee



Source : Insee

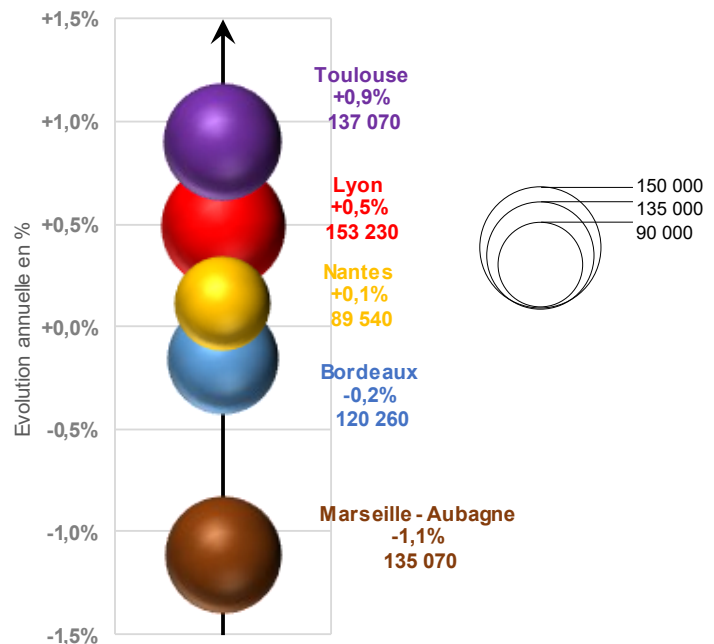
Une demande d'emploi toujours en légère hausse dans la zone d'emploi de Lyon

La zone d'emploi de Lyon se situe au 2^e rang des hausses de demandeurs d'emploi avec +0,5% en un an. Celle de Marseille connaît une situation plus favorable avec une baisse sensible du nombre de demandeurs d'emploi.

Zone d'emploi de Lyon :

- **+0,5%** de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C entre juin 2018 et juin 2019.
- **+740** demandeurs d'emploi supplémentaires en un an.
- Les zones d'emploi de **Nantes, Lyon et Toulouse** affichent des hausses d'effectifs de demandeurs d'emploi modérées, entre **+0,1%** et **+0,9%**.
- Des situations plus favorables dans les zones d'emploi de **Bordeaux** et **Marseille** (**-0,2%** et **-1,1%**).

Demandeurs d'emploi cat. A, B, C fin juin 2019 et évolution annuelle dans les principales zones d'emploi françaises



Source : Dares - Pôle emploi

La zone d'emploi de Lyon



Les périmètres des zones d'emploi permettent des comparaisons objectives entre territoires. La Métropole rassemble 81% des demandeurs d'emploi de la zone d'emploi de Lyon.

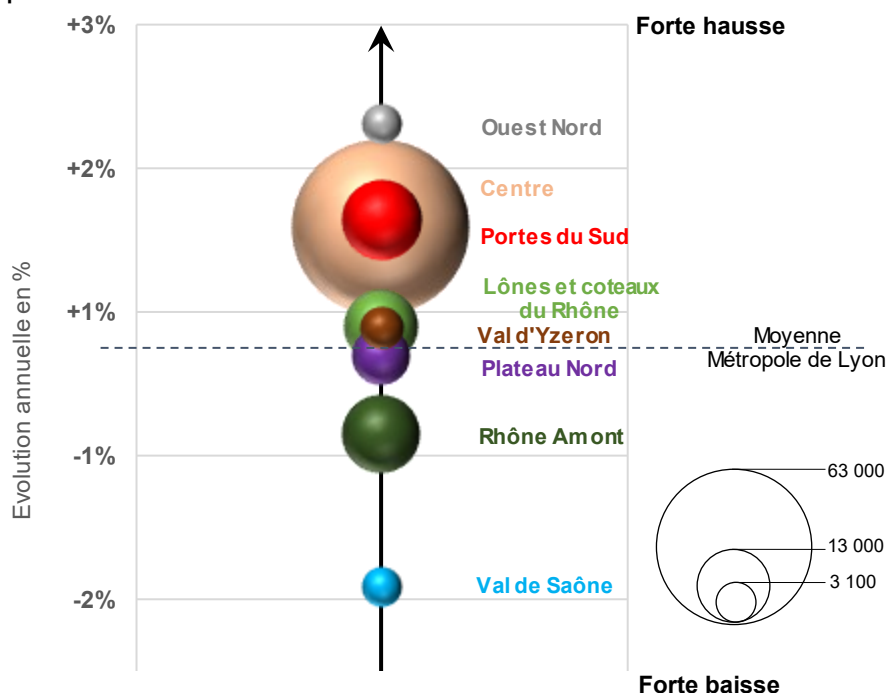
Une relative stabilité du nombre de demandeurs d'emploi³ dans la Métropole

L'attractivité de la Métropole peut expliquer la hausse, certes ralentie, du nombre de demandeurs d'emploi malgré la dynamique de l'emploi. Le recul du taux de chômage depuis neuf mois est néanmoins le signe de l'amélioration du marché de l'emploi local.

Conférences territoriales des Maires	Demandeurs d'emploi catégorie A,B, C			Demandeurs d'emploi catégorie A		
	Effectif à fin juin 2019	Evolution annuelle		Effectif à fin juin 2019	Evolution annuelle	
		en %	en volume		en %	en volume
Ouest Nord	3 047	+1,8%	+54	1 929	+2,0%	+37
Portes du Sud	12 764	+1,1%	+144	8 236	+3,2%	+257
Lyon Villeurbanne	63 267	+1,1%	+679	38 270	+1,2%	+444
Lônes et coteaux du Rhône	11 170	+0,4%	+44	6 830	+1,3%	+90
Val d'Yzeron	3 705	+0,4%	+14	2 203	+0,9%	+20
Plateau Nord	6 582	+0,2%	+12	4 006	+0,3%	+12
Rhône Amont	12 055	-0,4%	-44	7 648	-0,9%	-67
Porte des Alpes	9 620	-1,1%	-106	5 868	-1,9%	-115
Val de Saône	3 125	-1,4%	-45	1 892	-2,6%	-51
Métropole de Lyon	125 335	+0,6%	+752	76 882	+0,8%	+627

Source : Pôle emploi - données brutes, juin 2019

Effectifs des demandeurs d'emploi cat. A, B, C, fin juin 2019 et évolution annuelle par conférence territoriale des maires



Source : Pôle emploi - données brutes

- **125 335** demandeurs d'emploi de catégories A, B, C⁴ dans la Métropole de Lyon **fin juin 2019**.
- **+0,6% de demandeurs d'emploi** de cat. A, B, C en un an (**752** demandeurs d'emploi supplémentaires).
- Une **conjoncture moins favorable** aux **catégories A** avec **+0,8% en un an**.

- Fin juin 2019, une **amélioration** de la situation dans **Rhône Amont, Porte des Alpes et Val de Saône** avec respectivement **-0,4%, -1,1% et -1,4%** de demandeurs d'emploi en un an et des baisses encore plus marquées pour les catégories A.
- **Plus forte hausse** dans **Ouest Nord (+1,8%)** mais avec un volume de seulement **54 demandeurs d'emploi supplémentaires**.
- Un **taux de croissance supérieur** à la moyenne de la Métropole pour **Lyon Villeurbanne et Portes du Sud** avec respectivement **679 et 144 demandeurs d'emploi supplémentaires** en un an.

Notes 1 à 7 : cf. définitions page 14

Un chômage de longue durée plus ancré dans les bassins de vie de l'est et du sud

Trois conférences territoriales des Maires accueillent des demandeurs d'emploi ayant des profils particulièrement tranchés par rapport à la moyenne métropolitaine.

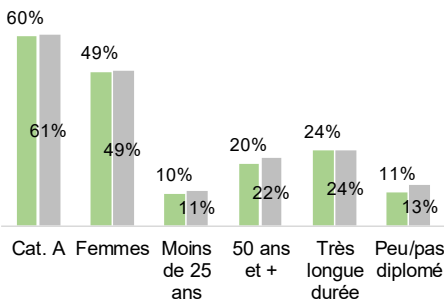
Portes du Sud : plus fortes proportions de cat. A, et de personnes peu ou pas diplômées de toutes les CTM et part de jeunes plus élevée qu'en moyenne. En revanche, part de demandeurs d'emploi femmes la plus faible de toutes les CTM et celle des seniors, inférieure à la moyenne métropolitaine.

Ouest Nord : plus forte part de seniors parmi les CTM et parts plus élevées de cat. A, de femmes, de demandeurs d'emploi de très longue durée qu'en moyenne. A l'inverse, proportionnellement moins de jeunes et de personnes peu ou pas diplômées qu'en moyenne dans la Métropole.

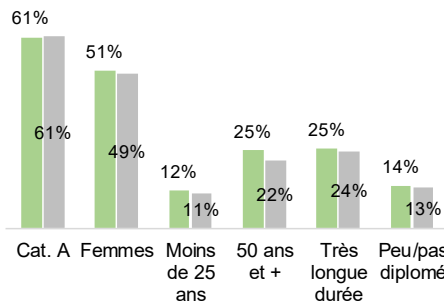
Val d'Yzeron : plus forte part de femmes de toutes les CTM et surreprésentation des seniors par rapport à la moyenne; Mais parts de cat. A et de demandeurs d'emploi de très longue durée les plus faibles de tous les bassins de vie et les seniors proportionnellement moins nombreux.



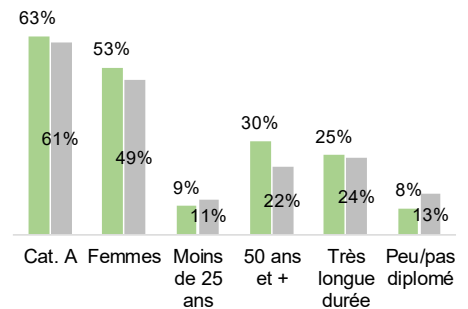
Lyon Villeurbanne



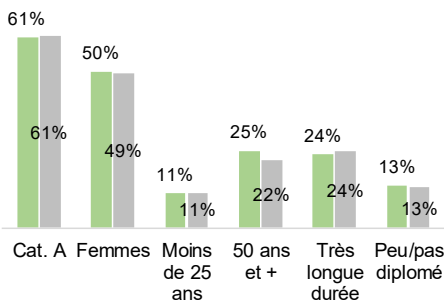
Lônes et coteaux du Rhône



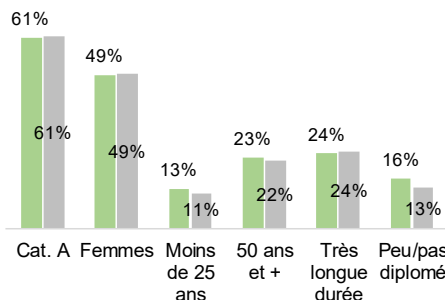
Ouest Nord



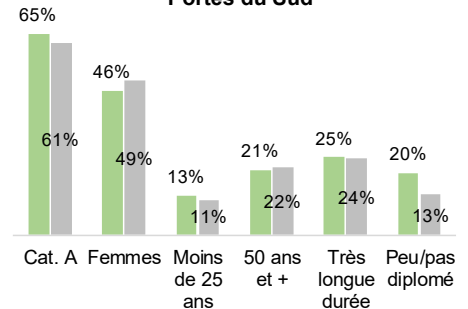
Plateau Nord



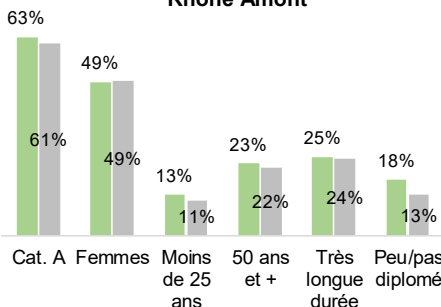
Porte de Alpes



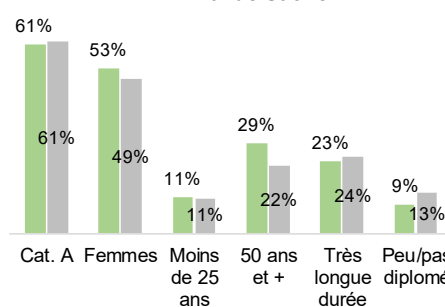
Portes du Sud



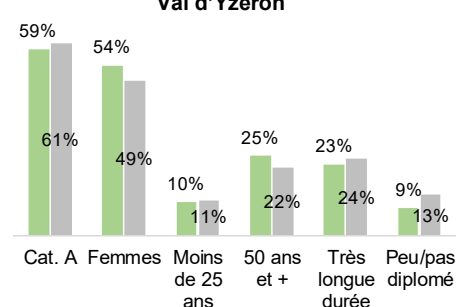
Rhône Amont



Val de Saône



Val d'Yzeron



Une conjoncture plus favorable pour les femmes demandeurs d'emploi

Fin juin 2019, le marché de l'emploi semble plus propice aux femmes à la recherche d'un emploi. Leur nombre est quasiment stable sur un an. Plateau Nord connaît des évolutions moins favorables quel que soit le profil des demandeurs d'emploi.

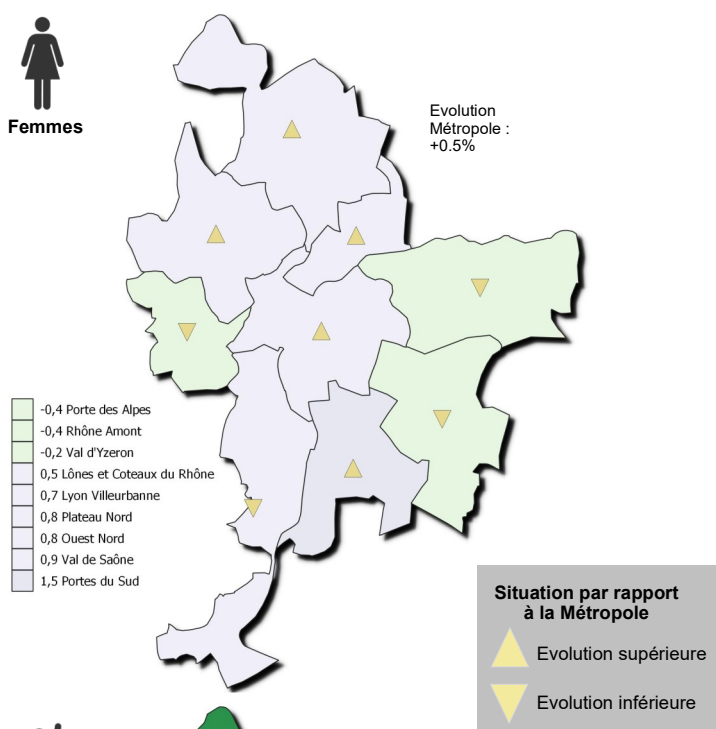
La conjoncture économique impacte différemment les demandeurs d'emploi selon leur profil et leur lieu de résidence :

- les demandeurs d'emploi de **longue durée** (+3,1% en un an)
- les **50 ans et plus** (+2,9%),
- les demandeurs d'emploi de **moins de 25 ans** (+1,4%).
- les **femmes** (+0.5%).

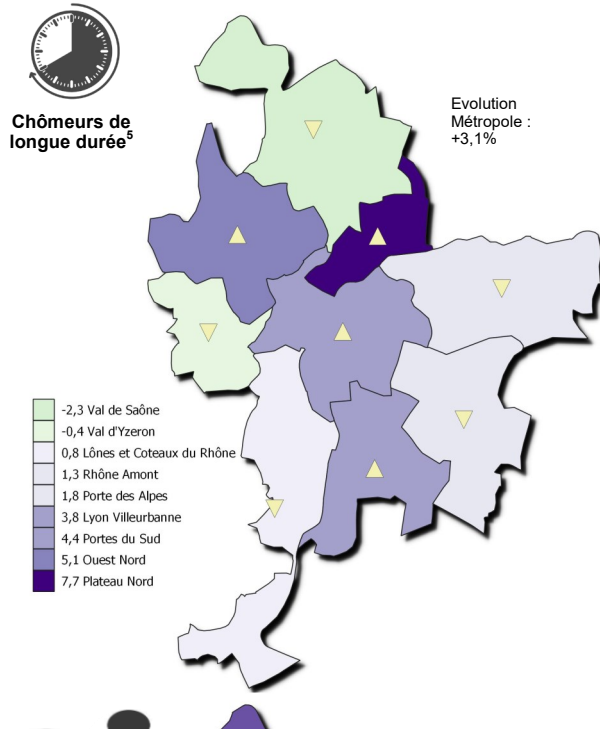
Taux d'évolution annuel (juin 2018-juin 2019) des demandeurs d'emploi (cat. A, B, C) selon les profils par conférence territoriale des maires



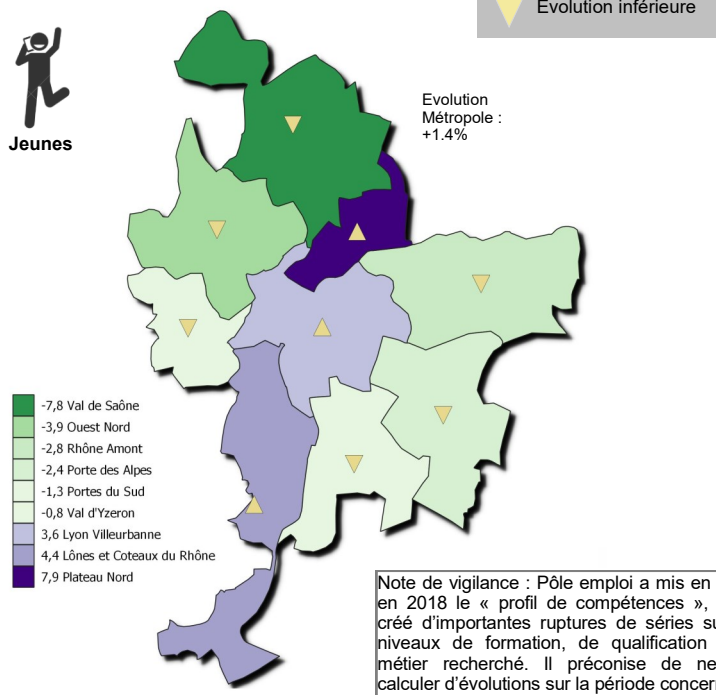
Femmes



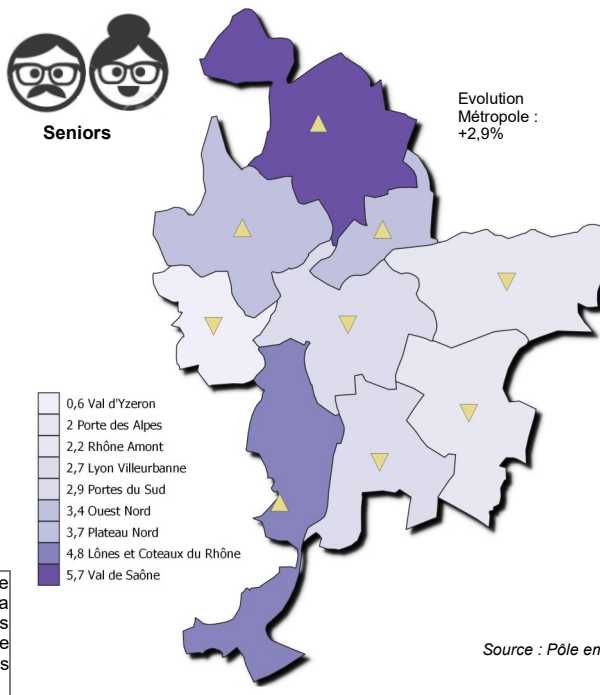
Chômeurs de longue durée



Jeunes



Seniors



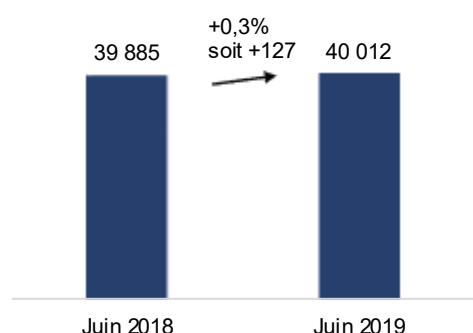
Note de vigilance : Pôle emploi a mis en place en 2018 le « profil de compétences », qui a créé d'importantes ruptures de séries sur les niveaux de formation, de qualification et le métier recherché. Il préconise de ne pas calculer d'évolutions sur la période concernée.

Source : Pôle emploi

Le nombre d'allocataires du RSA⁷ en très légère augmentation sur un an

Sur un an, le nombre d'allocataires s'accroît de 0,3%. A l'instar des chômeurs de longue durée, les allocataires RSA de longue date (+ de 4 ans) voient leur nombre augmenter significativement illustrant la complexité de retrouver un emploi pour les personnes qui en sont le plus éloignées.

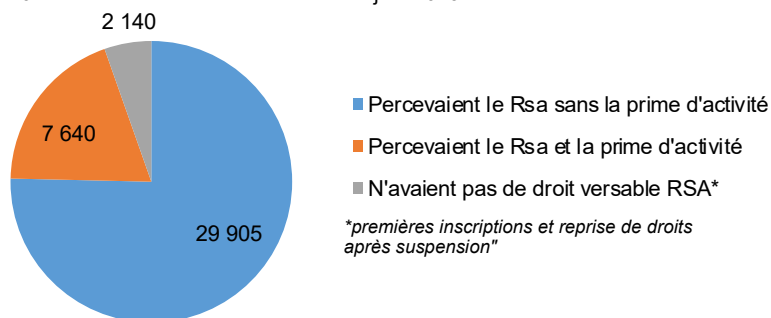
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA dans la Métropole de Lyon à fin juin 2018 et 2019



Source : Caf du Rhône - données consolidées

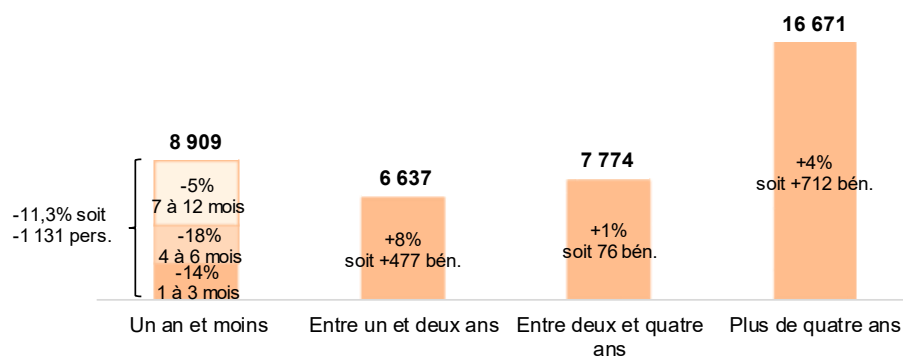
Situation un mois auparavant des allocataires du RSA avec un droit versable fin juin 2019 :

2 140 nouveaux entrants dans le RSA en juin 2019



Source : Caf du Rhône - données semi-consolidées

Nombre fin juin 2019 et évolution annuelle du nombre



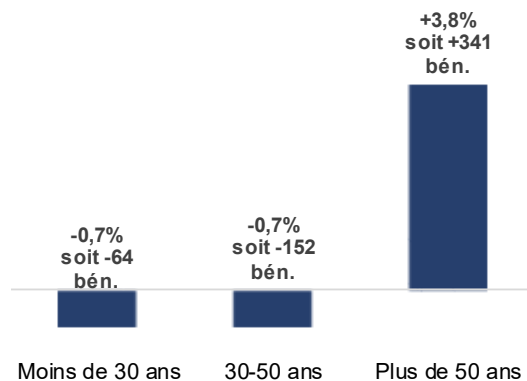
Source : Caf du Rhône - données consolidées

- **40 012 foyers** allocataires du RSA fin juin 2019
- **Hausse de 0,3%** (soit +127 foyers) en un an
- **83 580 personnes couvertes** soit environ 6% de la population (proche des taux des métropoles parisiennes et bordelaises et bien inférieur à ceux d'Aix-Marseille ou de Lille qui dépasse 8%)
- **2 140 allocataires** entrés dans le RSA courant juin 2019 (5,4% des allocataires).
- **1 984 foyers** sont sortis du RSA courant juin (5% des foyers ayant un droit payable en mai) : en nette augmentation par rapport à l'année précédente (+232 sortants)
- Fin juin 2019, les sortants du RSA se répartissent de la manière suivante :
 - 852 (43%) perçoivent la prime d'activité,
 - 1 081 (54%) ont des droits suspendus (RSA, prime d'activité ou les 2),
 - 51 (3%) sont non présents dans l'un et/ou l'autre des 2 dispositifs
- Un boom des demandes de prime d'activité avec les mesures Macron de fin 2018 (+52% de foyers bénéficiaires en un an) qui porte à **98 284 le nombre de foyers bénéficiaires en juin 2019**

- **Baisse** du nombre des bénéficiaires du RSA depuis moins d'un an : **-11,3%** soit **1 131 bénéficiaires de moins en un an**
- Une **reprise d'emploi plus ardue** pour les bénéficiaires ayant 1 à 2 ans d'ancienneté dans le RSA (augmentation de 8%, soit 477 bénéficiaires supplémentaires en un an)
- **Hausse continue et soutenue** du nombre de bénéficiaires au RSA depuis plus de quatre ans (+4% en un an)
- **42% des allocataires RSA** dans le dispositif depuis plus de 4 ans (part en augmentation de 7 points)

- **Les plus de 50 ans** au RSA : **23%** des bénéficiaires fin juin 2019.
- Hausse de **3,8%** des seniors en un an.
- Une **légère diminution** des effectifs des **moins de 30 ans** et des **30-50 ans** au RSA fin juin 2019 (-0,7%).

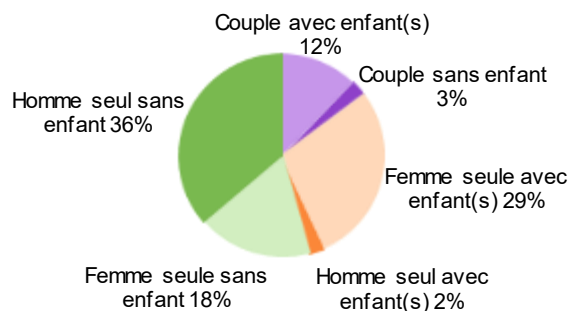
Évolution du nombre de bénéficiaires selon l'âge entre juin 2018 et juin 2019



Source : Caf du Rhône - données consolidées

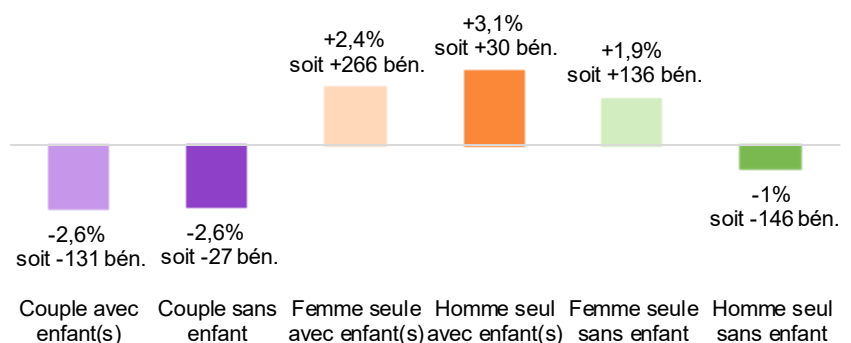
- **Profils de foyers les plus représentés** dans le dispositif RSA fin juin 2019 :
 - ◆ **Hommes seuls sans enfant** : **36%** (+3,1% en un an),
 - ◆ **Femmes seules avec enfant(s)** : **29%** (+2,4% en un an),
 - ◆ **Femmes seules sans enfant** : **18%** (+1,9% en un an).

Situation familiale des foyers bénéficiaires du RSA fin juin 2019



Source : Caf du Rhône - données consolidées

Évolution du nombre de bénéficiaires du RSA par type de situation familiale entre juin 2018 et juin 2019



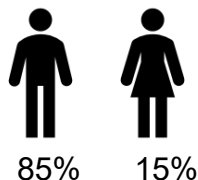
Source : Caf du Rhône - données consolidées

Mise en œuvre des clauses sociales dans la Métropole de Lyon

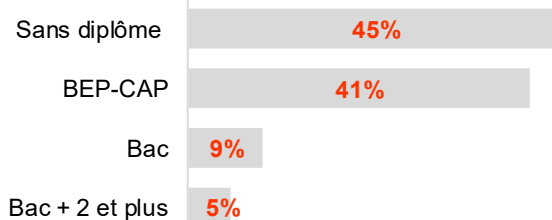
Synthèse du bilan 2018

Source : Maison métropolitaine d'insertion par l'emploi - année 2018

2 016 bénéficiaires



+ 10% en un an
+ 73 % sur cinq ans



2 212 contrats



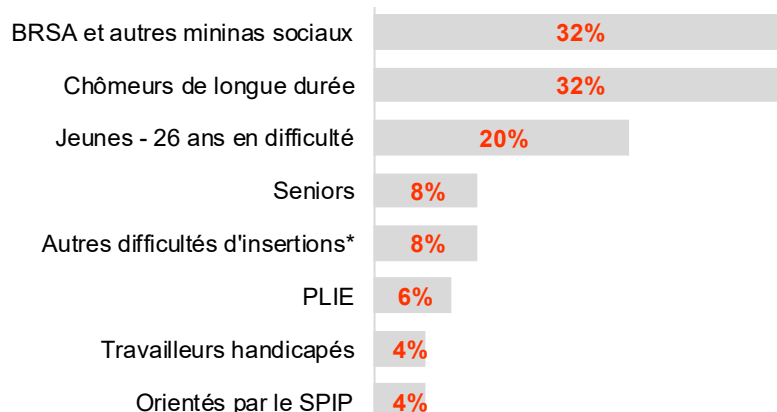
+ 8%
en un an

614 892 h d'insertion



+ 4% en un an

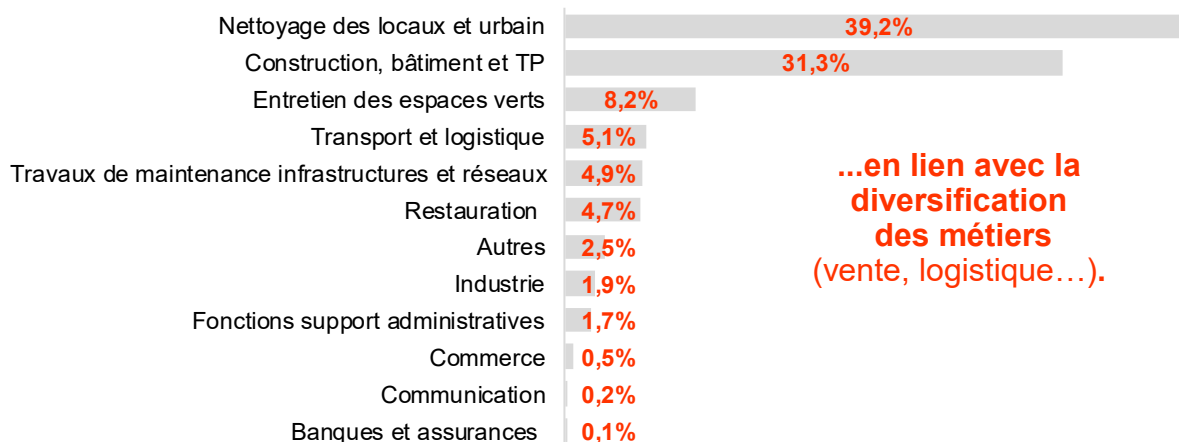
Critères d'éligibilité



Un enjeu de diversification des profils
(plus de femmes, de diplômés)...

* personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle dont l'éligibilité a été validée par un facilitateur

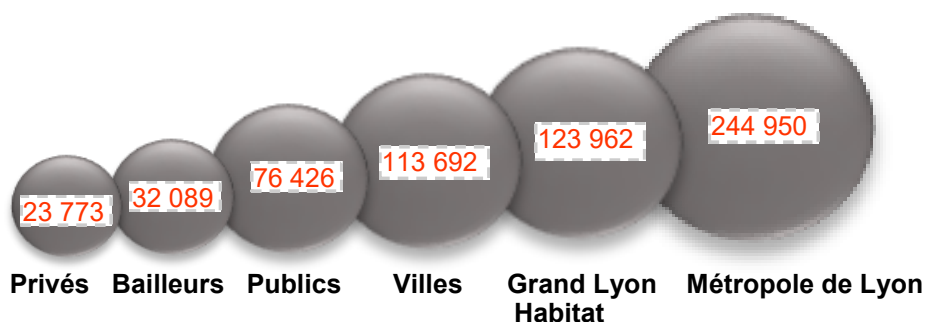
Métiers concernés par les clauses sociales



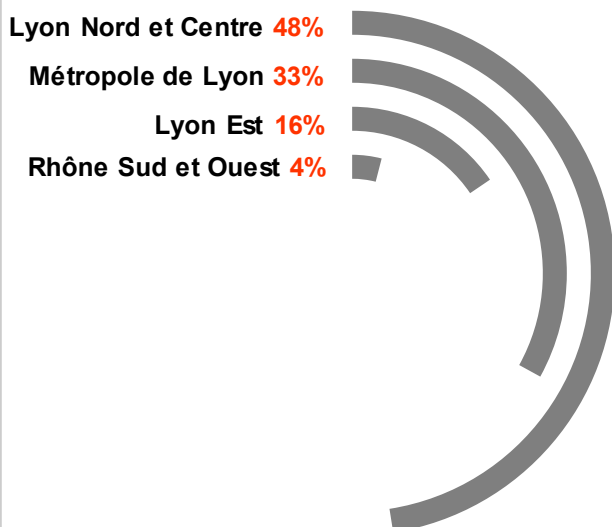
...en lien avec la diversification des métiers
(vente, logistique...).

Donneurs d'ordre

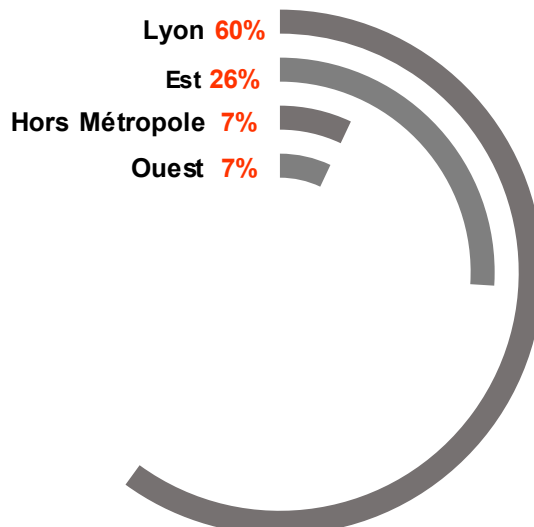
Heures réalisées



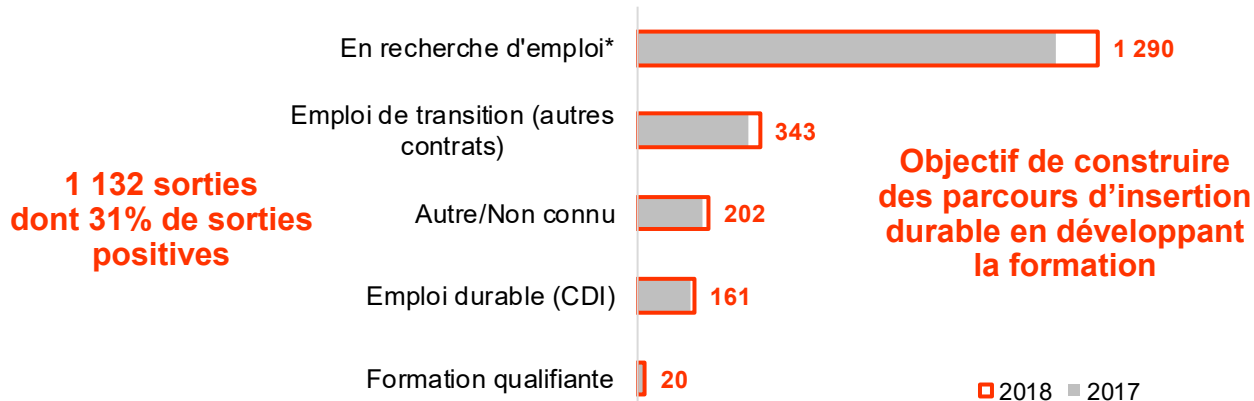
Heures réalisées par localisation de l'opération



Provenance des personnes ayant bénéficié d'un contrat de travail



Situations en fin de mission



F
O
C
U
S

Définitions

¹ Taux de chômage localisés :

Ces séries synthétisent les informations de l'enquête emploi (chômage au sens du Bureau international du travail (BIT)) et des demandeurs d'emploi en fin de mois, les DEFM (chômage répertorié par Pôle Emploi).

La méthode d'estimation repose sur l'estimation, d'une part, du chômage (numérateur) et, d'autre part, de l'emploi (une partie du dénominateur), par zone d'emploi et par département. Le numérateur est obtenu à partir du nombre de chômeurs national au sens du BIT ventilé aux différents niveaux géographiques à partir de la structure des DEFM. Un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément inscrit à Pôle Emploi (et inversement).

Selon le BIT, une personne est considérée comme chômeur si elle remplit simultanément les critères suivants : avoir 15 ans ou plus, être sans emploi au cours d'une semaine précise, dite « semaine de référence », avoir effectué, au cours des quatre dernières semaines, une démarche active de recherche d'emploi (réponse à une petite annonce, inscription dans une agence d'intérim, etc.) ou avoir trouvé un emploi qui commence dans moins de trois mois, être disponible pour travailler dans les deux semaines à venir.

Une personne est considérée en emploi si elle a effectué au moins une heure de travail rémunéré au cours de la semaine de référence ou si elle a gardé un lien formel avec son emploi (congés annuels, maladie, maternité, etc.). Cette définition de l'emploi est large : elle inclut des personnes occupées à temps très partiel ou sur des contrats très courts.

Les critères définissant les chômeurs au sens du BIT et les demandeurs d'emploi en catégorie A semblent a

priori proches. Toutefois, les deux populations ne se recouvrent pas totalement. Environ un chômeur au sens du BIT sur six se déclare comme étant non inscrit à Pôle Emploi (par exemple, des jeunes qui ne s'inscrivent pas car ils ne peuvent prétendre à une indemnisation). À l'inverse, certains demandeurs d'emploi en catégorie A ne sont pas classés comme chômeurs au sens du BIT. C'est, par exemple, le cas des personnes qui n'ont effectué aucune autre démarche que le seul renouvellement de leur inscription à Pôle Emploi. [extrait du document Insee en bref - Pour comprendre...La mesure du chômage]

Le taux de chômage de la Métropole de Lyon a été mesuré à la demande du Président de la Métropole, en suivant une méthode proche de celle utilisée pour les zones d'emploi. Calculé chaque trimestre, il est potentiellement moins robuste que le taux de chômage établi au niveau du département ou de la région.

² Zone d'emploi :

Espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. Le découpage en zones d'emploi est adapté aux études locales sur le marché du travail. La zone d'emploi de Lyon compte 266 communes de l'Ain, de l'Isère, de la Loire et du Rhône.

³ Demandeurs d'emploi :

Pôle emploi définit cinq catégories de demandeurs d'emploi :

- **Les catégories A** correspondent aux demandeurs d'emploi sans emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

- **Les catégories B et C** désignent les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois pour les cat. B) ou longue (plus de 78 heures au cours du mois pour les cat. C).

- Les **catégories D et E** sont les demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi (cat. D) ou bénéficiaires de contrats aidés (cat. E).

⁴ Note explicative :

Le nombre de demandeurs d'emploi peut augmenter alors que le taux de chômage baisse, car ce dernier prend en compte le nombre d'actifs qui peut être en hausse, compte tenu de l'attractivité du bassin d'emploi lyonnais. Dans le cas de la Métropole de Lyon, il se pourrait donc que la population active et notamment, au sein de celle-ci les actifs ayant un emploi, augmente plus vite que le nombre de chômeurs/demandeurs d'emploi et ainsi que le taux de chômage diminue.

⁵ **Demandeurs d'emploi de longue durée** : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi depuis un an et plus.

Demandeurs d'emploi de très longue durée : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi depuis deux ans et plus.

⁶ **Les demandeurs d'emploi sans diplômes** (niveau VI et V bis) correspondent aux demandeurs d'emploi sortis en cours de 1er cycle de l'enseignement secondaire (6ème à 3ème) ou qui ont arrêté leurs études en cours de CAP ou BEP avant l'année terminale.

⁷ **RSA socle et RSA activité remplacés par le RSA et la prime d'activité**. Il n'existe plus qu'une composante du RSA depuis la création de la prime d'activité en janvier 2016, à savoir le RSA socle dénommé RSA dans nos analyses. Parmi les bénéficiaires, une partie bénéficie en complément de la prime d'activité.

Traitements et analyses : **Frédéric Camus, Ingrid Pignard, Caroline Testut**

Cartographie : **Agence d'urbanisme**

Les travaux de l'observatoire **Emploi, insertion, cohésion sociale**
sont l'expression d'un partenariat entre les membres de l'Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise



Métropole de Lyon, Etat, Département du Rhône, Sepal, Sytral, Epora, Pôle Métropolitain, Communautés d'agglomération Annonay Rhône Agglo, du Bassin de Bourg en Bresse, Porte de l'Isère, Vienne Condrieu agglomération, Communautés de communes de l'Est lyonnais, de la Dombes, de la Vallée du Garon, des Monts du Lyonnais, des Vallons du Lyonnais, du Pays de l'Arbresle, du Pays de l'Ozon, Communes de Bourgoin-Jallieu, de Lyon, de Romans-sur-Isère, de Saint-Priest, de Tarare, de Vaulx-en-Velin, de Vénissieux, de Vienne, de Villeurbanne, Syndicats mixtes des Scot de l'Ouest lyonnais, de la Boucle du Rhône en Dauphiné, des Rives du Rhône, du Beaujolais, du Nord-Isère, du Val de Saône-Dombes, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, Agence régionale de santé, Caisse des dépôts et consignations, Chambre de commerce et d'industrie de Lyon Métropole, Chambre de métiers et de l'artisanat du Rhône, Grand Lyon Habitat, Lyon Métropole Habitat, Syndicat mixte de transports de l'aire métropolitaine lyonnaise, Syndicat mixte Plaines Mont d'or, Syndicat mixte du Grand Parc Miribel Jonage

Tour Part-Dieu, 23^e étage
129 rue Servient - 69326 Lyon - Cedex 03
Tél. 04 81 92 33 00 - Fax 04 81 92 33 10
www.urbalyon.org

Directeur de la publication : **Damien Caudron**
Réfèrent : **Ingrid Pignard** 04 81 92 33 59 i.pignard@urbalyon.org
Infographie : Agence d'urbanisme